

République centrafricaine

Réunion annuelle des Points Focaux
Nationaux PMA sur la mise en œuvre du
Programme d'Action d'Istanbul
13 -14 Novembre 2019 à New-York

Bonne gouvernance a tous les niveau

De 1960 à aujourd'hui la République Centrafricaine a connu une évolution sociopolitique tumultueuse marquée par des coups d'état, des crises militaro-politique et des tensions sociales récurrente. Ce parcours passable de l'histoire politique centrafricaine est marqué par l'instabilité institutionnelle. La personnalisation du pouvoir de l'Etat, le clientélisme dans la gestion politique, la fragilité économique aggravé, les tension ethniques, etc. autant de faiblesse qui sont l'expression de la dégradation du système de valeurs politique, économique et sociales sur la base duquel le pays a été jusqu'ici gouverné à savoir ***la mal gouvernance, la marginalisation de l'intérêt général, l'absence d'équité, la forte pression de l'inégalité, l'impunité en un mot l'absence notoire d'une vision à long terme d'une société centrafricaine unie et prospère, capable de franchir des étapes pour réaliser des défis.***

Mesures prises et mission

Pour palier à ces tares qui minent l'épanouissement des Centrafricaines et centrafricains, les consultations populaires à la base et le forum National tenu à Bangui en 2015 avaient recommandé la création d'une institution qui aura pour mission de promouvoir la transparence dans la gestion des Affaires politique, économique, administratives, financières et surtout de lutter contre la mal gouvernance en RCA . C'est à ce titre que la Loi organique n° 17.005 du 15 Février 2017 portant création de la Haute Autorité Chargée de la Bonne Gouvernance (HABG) a été adoptée et promulguée.

La (HABG) a pour mission « de promouvoir la transparence dans la gestion des affaires politiques, administratives, économiques, financières de prévenir et de lutter contre la mal gouvernance ».

L'état de la Gouvernance Politique, démocratique, administrative et économique

La Gouvernance Politique et démocratique

Sur le plan politique, des efforts sont perceptibles à travers la mise en place effective des institutions et leur fonctionnement. Les institutions dans leurs structures progressent vers une inclusion et une certaine représentativité des sensibilités politique et du genre

Le principe de la séparation des pouvoirs tient, même si on constate de temps à autres une proximité pouvant être assimilée à une incursion d'un pouvoir dans le camp d'un autre, allant au-delà des relations inter institutionnelles saines qui devaient prévoir dans le cas spécifique des relations entre le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif

En outre, certaines obligations constitutionnelles telles que « la déclaration écrite de patrimoine » en début de mandat et avant la fin de mandat n'est pas observer à cent pour cent alors qu'elles s'imposent à toutes les personnalités des institution constitutionnelles

La gouvernance administrative

Sur le plan de la gouvernance administrative et locale, la faible présence de l'Etat est un handicap à l'amélioration de la fourniture des services publics. En l'absence de l'Etat, la corruption et prédation sont érigées en règle dans les régions hors du contrôle des pouvoirs publics.

La gouvernance économique et financière

En matière de gouvernance économique, des efforts sont visibles dans l'amélioration du climat des affaires malgré les entraves à la libre circulation des personnes, des biens et service qui impacte négativement sur les initiatives prises par les opérateurs économiques du secteur privé.

Dans les domaines spécifiques des finances publiques, la reprise des zones tenues par les groupes armées, la sécurisation des ressources internes et des aides budgétaires reçues des partenaires sont essentielles pour permettre à l'Etat d'avoir la capacité de répondre aux attentes de la population.

Les contraintes

Depuis son installation en mars 2017, la HABG est confronté à une série de contrainte ou difficulté qui pénalise la mise en œuvre de sa mission. Même si ces contraintes sont essentiellement Budgétaires.

Les ressources financières très limités de l'état ont une répercussion négative sur le fonctionnement de la HABG. La mise en œuvre de plusieurs activités restantes soumises au financement des multiples termes de références (TDR) élaborés. L'institution se trouve bloquée notamment dans la réalisation des divers états des lieux et de la rédaction des documents spécifiques destinés à la doté des critères d'appréciation de l'évolution de la gouvernance dans le pays. C'est ainsi qu'elle n'arrive pas à réaliser ses Programme de Travail Annuel (PTA).

La conclusion

En somme l'année 2018 aura été pour la HABG une année au bilan globalement positif malgré de nombreux facteurs de freinage qui ont impacté son fonctionnement.

Pour ce faire, il est temps que l'institution se donne tous les moyens possible afin de contribuer non seulement au déclenchement des poursuites judiciaire contre tout éventuel auteur présumé de détournement de denier publique, de corruption en particulier, mais aussi à barrer la voie aux pratiques de gestion familiale, clanique et partisane de la chose publique.

Merci